



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

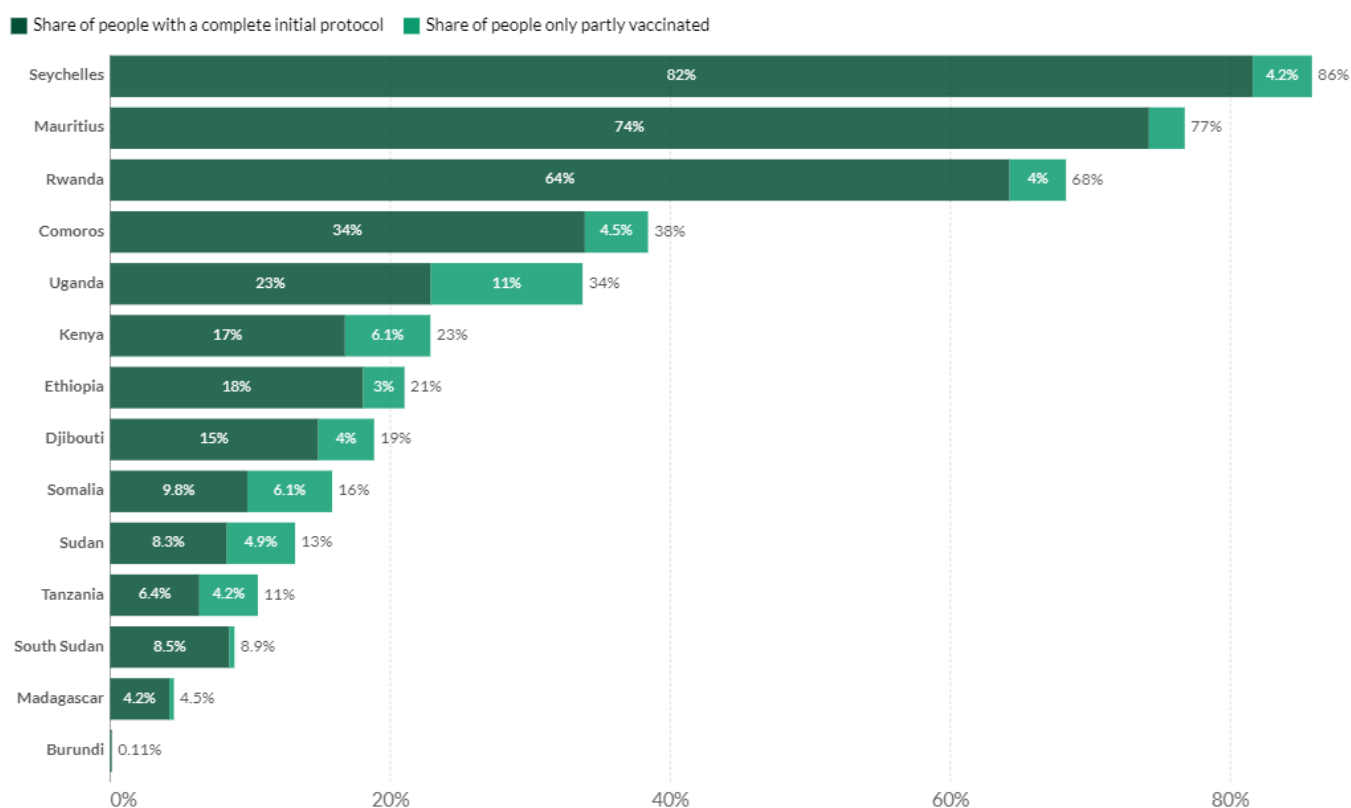
Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

Semaine du 20 Juin 2022

🍷 **Etat des lieux de la vaccination contre le Covid-19 en juin alors que les contaminations repartent à la hausse dans certains pays de la zone**



Source: Official data collated by Our World in Data

Note: Alternative definitions of a full vaccination, e.g. having been infected with SARS-CoV-2 and having 1 dose of a 2-dose protocol, are ignored to maximize comparability between countries.

CC BY

🍷 Burundi

Pas de brève cette semaine

🍷 Comores

Pas de brève cette semaine

🍷 Djibouti

Conclusions de la mission FMI

Les équipes du FMI ont effectué une mission à Djibouti mi-juin pour aborder l'évolution de l'économie djiboutienne suite aux récents chocs conjoncturels externes. La reprise de l'économie djiboutienne serait inégale en raison (i) d'une faible activité portuaire (conflit en Ethiopie et perturbations commerciales sur les marchés asiatiques); (ii) de la hausse des prix des produits de base; (iii) de l'inflation (3,8 % en 2022) et (iv) d'une légère baisse des réserves en devises. Ainsi, les prévisions de croissance pour 2022 dépendent fortement de la reprise des activités portuaires et s'élèvent à 3,5 %. En outre, le FMI annonce un service de la dette équivalent à 5 % du PIB et une contraction des recettes fiscales. Il recommande donc la création d'un espace budgétaire pour soutenir les ménages, la mobilisation de recettes domestiques et la poursuite de réformes de gestion de finances publiques et de gouvernance. En février 2022, le FMI a qualifié la dette djiboutienne d'insoutenable (70,4 % du PIB soit 2,4 Mds en 2020).

🍷 Erythrée

Pas de brève cette semaine

🍷 Ethiopie

Le gouvernement éthiopien perd 19 % de ses parts dans le port de Berbera

L'Ethiopie perd 19 % de ses parts dans le port de Berbera, faute d'avoir rempli certaines conditions. En effet, entre 2016 et 2017, des discussions avaient eu lieu entre l'Ethiopie, le Somaliland et la société émiratie *DP World* pour la répartition des parts du port de Berbera (*DP World* 51%, le Somaliland 30% et l'Ethiopie 19%). Parmi ces conditions, le Somaliland mentionne la non-contribution financière de l'Ethiopie à la construction du port, entièrement financé par *DP World* (coût total de 442 MUSD). Le récent développement du port de Berbera et du corridor Berbera/Ethiopie (1 MUSD annoncé par *DP World* pour le côté somalilandais) constitue un enjeu stratégique pour l'Ethiopie et une alternative aux ports djiboutiens (95 % des exportations; 80 % des importations éthiopiennes).

🍷 Kenya

4 millions de Kényans devraient être affectés par l'effondrement du cours des crypto-monnaies

Alors que la valeur du *Bitcoin* est passée samedi dernier, pour la première fois depuis fin 2020, sous la barre des 20 000 USD, l'effondrement plus général du secteur des crypto-monnaies pourrait entraîner des pertes pour près de 4 millions de Kényans qui détiennent des actifs numériques, une estimation fournie par la société d'analyse *Chainalysis*. Le secteur des crypto-monnaies n'étant pas réglementé dans le pays, il est difficile d'évaluer la valeur précise des actifs numériques détenus par les Kényans. Selon le *Global Crypto Adoption Index*, le Kenya était

à la 5^{ème} place des principaux utilisateurs de cryptomonnaies à l'échelle mondiale en pondérant au regard de la richesse par tête des pays. Selon Geroge Mwakisha, représentant de *Binance* (principalement plateforme mondiale d'échange de cryptomonnaies) au Kenya, les crypto-monnaies permettraient à des millions de jeunes Kényans sans emploi et aux étudiants de gagner un revenu. Le gouverneur de la Banque centrale du Kenya estime quant à lui qu'elles représentent des risques pour la stabilité financière.

S'il est élu, William Ruto déclare qu'il expulserait les ressortissants chinois occupant des emplois pouvant être occupés par des Kényans

Le vice-président et candidat à la présidence du Kenya William Ruto a déclaré mardi lors du forum économique de la *Kenya Kwanza Alliance*, une alliance de partis politiques, qu'il expulserait les ressortissants chinois exerçant des activités pouvant être occupées par des Kényans s'il est élu le 9 août prochain. Les réactions sont mitigées suite à cette annonce, en raison de la place que représente la Chine dans l'économie du pays. Le pays est en effet le deuxième créancier du Kenya après la Banque mondiale, et a financé plusieurs projets d'infrastructures majeurs dans le pays comme celui de l'*Expressway*, une autoroute de 27 km située dans la capitale, sur la base d'un partenariat public-privé (PPP) conclut entre la *Kenya National Highways Authority* (KENHA) et l'entreprise chinoise *China Roads and Bridge Corporation* (CRBC) pour un coût total estimé à 600 MEUR. Par ailleurs, alors que la dette publique a atteint 8 206,7 Mds KES (72,6 Mds USD) en décembre 2021, en hausse de 14,7 % par rapport à l'année précédente, la Chine reste le principal créancier bilatéral du Kenya (67,1 % de la dette bilatérale et 18,8 % de la dette externe).

3 stations de TotalEnergies échangeront les batteries électriques d'Ampersand

Trois stations-services du groupe pétrolier français TotalEnergies (Hurlingham, Dagoretti et Mountain View) vont s'équiper de bornes de recharge afin d'alimenter les batteries des motos électriques de la start-up *Ampersand*. Créée en 2019 et basée à Kigali au Rwanda, *Ampersand* dispose aujourd'hui de 400 motos électriques et compte près de 35 000 échanges de batteries par mois en Afrique de l'Est, après avoir levé 3,5 MUSD auprès du fonds d'investissement américain *Ecosystem Intergity Fund* (EIF). Alors que 114 des 246 stations de TotalEnergies au Kenya sont déjà équipées en panneaux solaires, ce partenariat entre l'entreprise française, qui a acquis 5 % des parts d'*Ampersand*, et la start-up vient confirmer l'intérêt du secteur privé pour l'accompagnement des nouvelles formes de mobilités. L'offre de motos électriques d'*Ampersand* complète celle des jeunes entreprises spécialisées dans la mobilité électrique déjà implantées au Kenya, telles que l'entreprise française *Stima* ou l'entreprise finlandaise *EkoRent*. Avec « *Nopea SolarHub* » lancé par *EkoRent* grâce au concours du Centre de recherche de l'Université de Strathmore (SU) à Nairobi, un réseau de borne de recharges alimentées à l'énergie solaire pour les voitures électriques sera opérationnel d'ici septembre 2022 dans la capitale.

Fin de la construction de l'unité 6 de la centrale géothermique d'Olkaria I

KenGen (*Kenya Electricity Generating Company*), entreprise de production d'électricité détenue à 70 % par l'Etat kenyan, a annoncé la mise en service de la centrale géothermique d'Olkaria I (83 MW) dont la construction a débuté en décembre 2018. La production de la centrale viendra alimenter le réseau électrique national dans lequel la géothermie représente près de 50 % de la production d'électricité. La construction a été menée par les entreprises japonaises *Marubeni Corporation* et *Fuji Electric Global* (fourniture des turbines) et financée par des prêts de la *Japan International Cooperation Agency* (JICA) et de la Banque européenne d'investissement (BEI). Les 83,3 MW produits s'ajouteront aux

828 MW de capacités géothermiques déjà installées, contribuant à l'objectif d'une production électrique intégralement issue des énergies renouvelables d'ici 2030. La mise en service de la centrale intervient dans le contexte d'une volonté étatique de réduire les tarifs d'électricité de 15% pour la population en misant sur l'approvisionnement en électricité de KenGen dont les frais sont inférieurs à ceux des producteurs d'électricité indépendants. Un kilowattheure de géothermie coûte en moyenne 6,7 KES aujourd'hui (5 centimes) tandis qu'une unité similaire d'énergie thermique revient à plus de 30 KES (25 centimes). L'annonce de la mise en service de la centrale a eu lieu en marge de la Conférence inaugurale sur l'Énergie Durable à Olkaria, qui a attiré des acteurs du gouvernement, du secteur de l'énergie et des institutions financières.

Madagascar

La Banque mondiale finance le projet d'amélioration de l'accès à l'eau potable pour 220 MUSD

Le gouvernement malgache et la Banque mondiale ont signé le 15 juin un accord portant sur le financement du projet d'amélioration de l'accès à l'eau potable (PAAEP) pour un montant total de 220 MUSD, financé par un prêt et un don respectif de 110 MUSD. Ce projet vise à améliorer les performances de la compagnie publique d'eau et d'électricité Jirama et à accroître l'accès à l'eau dans l'agglomération de Tananarive et dans cinq villes secondaires (Antsirabe, Diégo Suarez, Fianarantsoa, Majunga et Manakara). Il bénéficiera directement à 625 000 personnes à travers des programmes de branchements sociaux. A terme, 3,4 millions de personnes bénéficieront d'un meilleur accès à l'eau et d'une protection contre les catastrophes climatiques.

Maurice

L'Union européenne soutient l'actualisation du plan de développement durable et intégré pour Rodrigues

Afin d'actualiser le Plan de développement durable et intégré pour Rodrigues, île située à 560 km des côtes mauriciennes, l'Union européenne a débloqué 535 000 EUR pour une étude multidisciplinaire visant à proposer des solutions pour un développement durable de l'île autonome rattachée à la République de Maurice. Ce financement s'inscrit dans une démarche de soutien à la transition écologique, impulsée notamment par l'AFD et le Trésor dans le secteur énergétique par le Fonds d'expertise technique (FEXTE) « Rodrigues île Verte ». Ses conclusions sont particulièrement attendues par les autorités dans un contexte de relance économique, notamment celles du tourisme dont l'île est largement dépendante.

Ouganda

L'économie se remet des impacts du Covid-19

Selon le dernier rapport du ministère des Finances sur la performance de l'économie, l'économie ougandaise se redresse après les chocs liés à la pandémie du Covid-19, comme en témoignent les performances enregistrées en matière de collecte fiscale. En effet, pour la première fois depuis plusieurs mois, l'autorité fiscale ougandaise a atteint et même dépassé ses objectifs de collecte fiscale. Les recettes enregistrées pour le mois de mai s'élèvent à 1 750 Mds UGX (467,4 MUSD) contre un objectif de 1 620 Mds UGX (432,7 MUSD). Cela s'explique par plusieurs facteurs: la reprise de l'activité économique, l'utilisation du système numérique

de traçage et de recouvrement des recettes mis en place au sein de l'administration fiscale ainsi que les taxes sur le carburant dont le prix ne cesse de grimper. Pour mémoire, les exercices 2019/20 et 2020/21 avaient été marqués par d'importants retards par rapport aux objectifs de recettes fiscales annuelles (- 800 MUSD et -534 MUSD respectivement). Ce rapport fait cependant état d'une baisse des recettes d'exportations, touchant principalement le café et le ciment, de 369,4 MUSD en mars à 344,4 MUSD en mai.

🍷 Rwanda

Kigali va se doter d'une station de traitement des boues de vidange de 8 MEUR

La société de l'eau et de l'assainissement (Wasac) a signé un accord avec la Commission du bassin du lac Victoria (LVBC) concernant la construction d'une station de traitement des boues de vidanges à Kabuga dans le district de Kicukiro. Cette station, qui vise à répondre aux besoins de la ville de Kigali en matière d'assainissement, devrait entrer en service d'ici trois ans pour un coût de 8,1 MEUR. Avant la phase de construction, la Wasac entend mener une étude de faisabilité, puisque l'objectif du projet est la mise en place d'une installation de 500 m³ de capacité où les boues séchées seront valorisées en fertilisant pour l'agriculture. Ce projet d'assainissement est réalisé dans le cadre du programme de gestion intégrée des ressources en eau du bassin du lac Victoria (LV-IWRM), qui couvre l'Ouganda, la Tanzanie, le Kenya et le Rwanda. Lancé en 2020, ce programme est soutenu grâce aux financements de l'Union européenne (UE) et de la *Kreditanstalt d'ür Wiederaufbau* (KfW), l'agence allemande de développement. D'autres projets des pays voisins ont été lancés comme la construction de nouvelles stations d'épuration dans la ville de

Mwanza en Tanzanie ou encore avec la collecte des eaux usées à Kisumu au Kenya.

🍷 Seychelles

Pas de brève cette semaine

🍷 Somalie

Pas de brève cette semaine

🍷 Soudan

Annonces sur la création éventuelle d'un nouveau port au nord de Port-Soudan

Selon la presse, le gouvernement soudanais serait en négociation avec le groupe émirati *Abu Dhabi Ports*, propriété d'*Abu Dhabi Holding Company*, pour la construction d'un nouveau port au nord de Port-Soudan. Ce projet s'inscrit dans un programme plus ambitieux incluant un projet agricole dénommé ITHMAR s'étendant sur plus de 210 000 hectares dans l'Etat du Nord, consacré à la culture de blé et de luzerne et mené par la société émiratie *IHC Food Holdings*. Les investissements nécessaires pour mener à bien ces deux projets sont estimés à 6 Mds USD. Le partenaire soudanais de ces deux entités émiraties est le groupe DAL, principal conglomérat privé soudanais. Les relations économiques entre les Emirats arabes unis (EAU) et le Soudan sont très étroites puisque les EAU sont devenus l'an dernier le principal partenaire économique du Soudan, dépassant la Chine, avec des échanges commerciaux atteignant 3,9 Mds USD, soit une progression de 44 % par rapport à 2020. Les EAU restent de loi, le premier acheteur du Soudan, avec 2,2 Md USD dont

2,1 Mds USD d'or, 99 % de l'or officiel soudanais étant exporté vers les EAU. Les EAU sont par ailleurs le deuxième fournisseur du Soudan avec 1,67 Md USD dont 1,24 Md USD en produits pétroliers. A noter que parmi ses 20 principaux partenaires commerciaux, les EAU sont le seul excédent commercial du Soudan (+ 533 MUSD).

🌐 Soudan du Sud

La Banque mondiale appelle à s'attaquer aux facteurs de fragilité pour garantir la relance économique

S'exprimant lors du lancement du mémorandum économique (document de la Banque mondiale fournissant une évaluation des moteurs de la croissance et de la productivité du pays) à Djouba le 15 juin, le représentant résident de la Banque mondiale à Djouba, M. Firas Raad, a souligné la nécessité de s'attaquer aux facteurs de fragilité du pays afin de garantir les conditions préalables à une reprise économique inclusive. Il a insisté sur le besoin de mettre en œuvre des réformes ciblées et adaptées, d'améliorer la gouvernance du secteur pétrolier en veillant à ce que tous les revenus et dépenses pétroliers soient conformes au budget et utilisés efficacement pour atteindre les objectifs de développement du pays. Joseph Mawejje, économiste pays de la Banque mondiale pour le Sud-Soudan, attribue la fragilité et la stagnation économique, une décennie après l'indépendance, à la faiblesse des institutions et aux cycles récurrents de violence. En conclusion, la Banque mondiale identifie trois leviers pour restaurer les conditions d'une croissance inclusive: (i) le maintien de la paix et de la stabilité dans toutes les régions du pays, comme conditions nécessaires à la reprise économique; (ii) une meilleure gouvernance des ressources pétrolières qui peuvent être le moteur de la transformation et (iii) des investissements ciblés visant à améliorer la résilience du secteur

agricole pour juguler l'insécurité alimentaire chronique.

🌐 Tanzanie

Budget 2022/2023: un budget de relance, en expansion de 13 %

Le 14 juin, le ministre des Finances et de la Planification, Mwigulu Nchemba a présenté au Parlement la version finale du budget national annonçant un budget de 17,8 Mds USD (22 % du PIB) pour l'exercice 2022/2023, soit une augmentation de 13 % par rapport au pour l'année fiscale en cours. Les dépenses courantes des ministères restent le premier poste de dépenses (64 % du budget) et sont en augmentation de 15% (la présidente avait annoncé en mai 2022 une hausse des salaires des fonctionnaires, une première depuis 2016). Les dépenses d'investissement augmentent également, passant de 5,6 Mds USD à 6,4 Mds USD, avec une part importante allouée au financement des grands projets d'infrastructures prioritaires, dont le barrage hydraulique Julius Nyerere (615 MUSD), le système ferroviaire *Standard Gauge Railway* (477 MUSD), le soutien à *Tanzania Airlines* (200 MUSD), le projet d'usine de liquéfaction de gaz naturel à Lindi (2,1 MUSD) et le projet d'aéroport international à Dodoma (88 MUSD).

Plus globalement, les secteurs permettant de sécuriser les approvisionnements du pays et d'appuyer ses exportations sont priorisés dans un contexte de reprise menacé par la crise ukrainienne. Ainsi, les budgets consacrés à l'énergie, la pêche et l'élevage puis l'agriculture sont en expansion de respectivement 14 %, 60 % et 224 %.

Les partenaires au développement devraient contribuer au budget à hauteur de 2 Mds USD (11 % du budget total). Le ministère des Finances et de la Planification envisage également l'émission d'*Eurobonds*. Le ministre a annoncé progresser en vue d'une notation du pays, à l'horizon de la fin de cette année fiscale

2022/2023, pour laquelle deux agences auraient déjà été sélectionnées.

Visite à Oman de la présidente Samia Suluhu Hassan: quelques accords signés

Durant sa visite officielle à Mascate du 12 au 14 juin 2022, la présidente tanzanienne a assisté à la signature de 6 protocoles d'entente (MoU) dans les secteurs de l'énergie, du tourisme, de l'éducation supérieure, de la formation et des ressources naturelles. L'un des accords concernerait l'entreprise publique *Oman Airport* et la *Kilimandjaro Airports Development Company* (KADCO) pour le développement d'un complexe de haut standing intégré à l'aéroport international de Kilimandjaro (terminal VIP, centre commercial et hôtel de luxe). S'agissant du secteur de l'énergie, les associations des fournisseurs de services pétroliers et gaziers de Tanzanie (Atogs) et de Zanzibar (Zaogs) ont signé un MoU avec la Société des services pétroliers d'Oman (Opal), afin d'encourager le transfert de compétences entre les deux pays et ainsi permettre à la Tanzanie de mieux valoriser le contenu local dans les projets pétroliers et gaziers en cours et à venir. Cette visite avait également pour but de renforcer les liens commerciaux et de réduire le déséquilibre de la balance commerciale bilatérale, fortement déficitaire pour la Tanzanie (9,5 MUSD d'exportations vers Oman pour 36 MUSD d'importations).

L'AFD accorde un prêt de 75 MEUR pour améliorer la qualité de l'eau et de l'assainissement à Shinyanga

Le gouvernement de Tanzanie et l'Agence française de développement (AFD) ont signé une convention de financement pour un prêt concessionnel de 75 MEUR (195 Mds TZS) pour la mise en œuvre d'un projet visant à améliorer les services d'approvisionnement en eau et

d'assainissement à Shinyanga, une ville située au centre-nord de la Tanzanie. Le projet devrait permettre l'accès aux services d'assainissement à au moins 45 % de la population d'ici 2025 à travers la mise en place d'installations de traitement de boues de vidanges dans la ville, la construction de blocs de latrines dans les écoles, les dispensaires et les lieux publics ou encore avec la réhabilitation du barrage existant de Ningw'a et de son usine d'eau potable (nouveau réservoir de 2500 m³ et aménagement de 278 km de réseau de transport d'eau potable). Aujourd'hui, les réseaux d'égouts sont inexistants à Shinyanga et 39 % de la population de la ville n'a toujours pas accès à l'eau potable. La *Shinyanga Urban Water and Sanitation Authority* (Shuwasa), l'organisme public qui met en œuvre le projet et qui réalisera les futures campagnes de sensibilisation à l'assainissement et à l'hygiène dans la ville profitera de ce prêt pour s'outiller en matière de lutte contre les pertes d'eau du réseau et de gestion de projets d'investissement. L'organisme souhaite également s'équiper d'équipements électromécaniques et d'un système de contrôle et d'acquisition de données (Scada) pour le suivi de la mise en place des 50 kiosques à eau qui permettront de porter l'accès à l'eau potable dans la ville à plus de 95 % selon l'AFD.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON

anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA

suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international